

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 novembre 2020

PROPOSITION DE LOI

relative au travail associatif

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

*Voir:*Doc 55 **1433/ (2019/2020):**

- 001: Proposition de loi de Mme De Jonge et M. Lachaert.
- 002: Amendements.
- 003: Avis de l'Autorité de protection des données.
- 004: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 november 2020

WETSVOORSTEL

betreffende het verenigingswerk

ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

*Zie:*Doc 55 **1433/ (2019/2020):**

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw De Jonge en de heer Lachaert.
- 002: Amendementen.
- 003: Advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.
- 004: Advies van de Raad van State.

03397

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



AVIS N° 2.181

Proposition de loi relative au travail associatif

Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@cat-nar.be - Website: www.cnt-nar.be



AVIS N° 2.181

Séance du mardi 27 octobre 2020

Proposition de loi relative au travail associatif

x x x

3.163

Av. de la Joyeuse Entrée, 17-21 - 1040 Bruxelles
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@cnt-nar.be - Website: www.cnt-nar.be

AVIS N° 2.181

Objet : Proposition de loi relative au travail associatif

Par lettre du 17 juillet 2020, monsieur P. DEWAEL, Président de la Chambre des représentants, a saisi le Conseil national du Travail d'une demande d'avis portant sur une proposition de loi relative au travail associatif. Cette proposition de loi tend à prévoir un cadre juridique adapté pour le travail associatif à partir du 1^{er} janvier 2021. Elle affirme dès lors viser à répondre aux arguments avancés par la Cour constitutionnelle dans son arrêt d'annulation de la loi du 18 juillet 2018 concernant la relance économique et le renforcement de la cohésion sociale relative au « revenu complémentaire exonéré d'impôt ».

Par ailleurs, la proposition de loi contient un certain nombre de modifications aux dispositions fiscales de la loi-programme du 1^{er} juillet 2016 relatives aux plateformes digitales agréées en matière d'économie collaborative, lesquelles entrent à nouveau en vigueur le 1^{er} janvier 2021, suite à l'annulation par la Cour constitutionnelle de la loi du 18 juillet 2018 précitée.

- 2 -

L'examen de cette question a été confié à la Commission des relations individuelles du travail et de la sécurité sociale.

Sur rapport de celle-ci, le Conseil a émis, le 27 octobre 2020, l'avis unanime suivant.

X X X

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

I. OBJET ET PORTÉE DE LA DEMANDE D'AVIS

Par lettre du 17 juillet 2020, monsieur P. DEWAEL, Président de la Chambre des représentants, a saisi le Conseil national du Travail d'une demande d'avis portant sur une proposition de loi relative au travail associatif déposée le 8 juillet par Mme T. DE JONGE et M. E. LACHAERT.

Cette proposition de loi remplace partiellement la loi du 18 juillet 2018 concernant la relance économique et le renforcement de la cohésion sociale, laquelle a été annulée par l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 23 avril 2020. La nouvelle proposition de loi dont saisine tend à prévoir un cadre juridique adapté pour le travail associatif à partir du 1^{er} janvier 2021. Elle affirme dès lors viser à répondre aux arguments avancés par la Cour constitutionnelle, dans son arrêt d'annulation précité de la réglementation relative au « revenu complémentaire exonéré d'impôt ».

Par ailleurs, la proposition de loi contient un certain nombre de modifications aux dispositions fiscales de la loi-programme du 1^{er} juillet 2016 relatives aux plateformes digitales agréées en matière d'économie collaborative, lesquelles entrent à nouveau en vigueur le 1^{er} janvier 2021, suite à l'annulation par la Cour constitutionnelle de la loi du 18 juillet 2018 précitée.

Le 14 juillet 2020, des amendements à ladite proposition de loi ont été introduits par MMES WILLAERT et LEROY et M. VANDEN BURRE. Ceux-ci ont pour objet d'une part, de limiter la liste des activités autorisées sous le couvert du travail associatif à deux groupes d'activités relatives au sport et à l'animation sportive et d'autre part, de prévoir l'obligation d'accorder une indemnité minimale pour le travail associatif accompli, par une convention collective de travail.

Avis n° 2.181

- 3 -

Pour rappel, la loi ayant fait l'objet de l'annulation par la Cour constitutionnelle est la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale, laquelle a été modifiée par la loi du 30 octobre 2018, également annulée par la Cour constitutionnelle.

Ces deux lois ont, à l'époque, fait l'objet d'une série de recours en annulation devant la Cour constitutionnelle de la part notamment de l'Unizo, du Boerenbond, de la CSC, de la FGVB, de la CGSLB ainsi que de fédérations sectorielles.

Pour rappel, le Conseil s'est déjà prononcé sur le projet de loi annulée dans son avis unanime n° 2.065 du 29 novembre 2017 dont l'objectif affirmé était que toute personne possédant déjà un statut principal (salarié, fonctionnaire ou pensionné) puisse gagner 6.000 euros de revenus complémentaires par an (montant à indexer), exonérés d'impôts dans le cadre du travail associatif, de services occasionnels de citoyen à citoyen ou des services via des plateformes électroniques agréées.

Cet avis se situe dans le prolongement du rapport commun n° 107 précédemment émis par le Conseil avec le Conseil central de l'Economie (CCE) « Diagnostic des partenaires sociaux concernant la digitalisation et l'économie collaborative » en exécution de l'accord interprofessionnel 2017-2018.

La Commission des Affaires sociales de la Chambre a, par ailleurs, en date du 29 septembre 2020, organisé une série d'auditions, relativement à la problématique, auxquelles les partenaires sociaux interprofessionnels et des organisations sectorielles ont également participé.

Cette problématique figure également à l'agenda du nouveau gouvernement puisque l'on peut lire dans sa note de formation que « En concertation avec les secteurs concernés, nous introduirons un nouveau règlement sur le travail associatif, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2021. Nous prendrons en compte les observations formulées par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du 23 avril 2020. (...) Une attention particulière sera accordée aux personnes actives de manière structurelle dans l'économie de plateforme afin de leur offrir de bonnes conditions de travail et une meilleure protection sociale.»

Par ailleurs, bien que le Conseil n'ait été saisi que de la proposition de loi originelle, le présent avis porte également, à l'instar de l'avis du Conseil d'Etat, sur les amendements à la proposition de loi.

Avis n° 2.181

- 4 -

II. POSITION DU CONSEIL

Le Conseil a examiné avec attention la proposition de loi dont saisine ainsi que ses amendements.

A. Remarques préalables

1. Il relève tout d'abord que différentes instances ont été sollicitées par la Chambre pour émettre un avis sur la proposition de loi susmentionnée, notamment le Conseil d'Etat, l'Autorité de Protection des données, les Régions selon une procédure informelle, le Collège Intermutualiste National (CIN), l'Office national de Sécurité sociale (ONSS), le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, (SPF ETCS), le Conseil Supérieur des Volontaires (CSV), le Vlaamse Vereniging voor Steden en Gemeenten (VVSG), l'Union des Villes et des Communes de Wallonie (UVWC), le Comité A et la cellule United Freelancers de la CSC.

Le Conseil émet dès lors son avis après avoir pris connaissance des avis précités dont il dispose déjà ainsi qu'à la lumière de son avis unanime n° 2.065 et de son rapport n° 107 rendu conjointement avec le CCE.

Il est également à signaler que le comité de gestion de l'ONSS a décidé de ne pas émettre d'avis et de s'en remettre à l'avis qui serait émis par le Conseil.

Il précise en outre que pour émettre son avis, il s'est entouré des experts du SPF ETCS et de l'ONSS qu'il remercie pour leur précieuse collaboration.

Le Conseil regrette toutefois que lors de la préparation de son avis, il n'ait pu disposer de l'évaluation sur le travail associatif lancée par le SPF Sécurité sociale, à l'été 2019, à la demande de son ministre. Cette évaluation était prévue par la loi désormais annulée laquelle disposait de manière explicite en son article 42, § 4 que « Le gouvernement évaluera les dispositifs prévus par le présent titre un an après leur entrée en vigueur. Cette évaluation sera portée à la connaissance de la Chambre des représentants. »

Les résultats de cette évaluation n'ont jusqu'à présent pas été portés à la connaissance de la Chambre. Ils n'ont pas non plus été rendus publics.

Avis n° 2.181

- 5 -

Dans le cadre de la transparence liée à la gestion publique, le Conseil demande donc l'accès à cette évaluation.

Le Conseil a cependant pu disposer d'une évaluation propre établie par l'ONSS qui, à la demande de son comité de gestion du 8 octobre 2019, lui fut transmise.

2. Le Conseil constate que la matière revêt un intérêt indéniable dans certains (sous-)secteurs qui, à partir du 1^{er} janvier 2021, ne disposent plus de cadre légal pour permettre d'exercer une activité « associative » accessoire. Il s'agit principalement du secteur sportif mais aussi d'autres secteurs dont d'autres besoins ont pu être rencontrés. Il relève en outre que la proposition de loi dont saisine traite en réalité d'activités « associatives » qui sont au nombre de 16 mais qui recouvrent des groupes d'activités.
3. Le Conseil apprécie dès lors d'être consulté sur cette question et il est conscient de la nécessité de trouver rapidement une solution pour certaines des activités concernées qui se trouveront, à partir du 1^{er} janvier 2021, dans un vide juridique qui ne peut pas persister.

Cependant, étant donné la spécificité propre aux différentes activités des divers secteurs concernés, il pense nécessaire de consulter les partenaires sociaux des (sous-)secteurs visés afin de trouver la solution la plus appropriée à chacune de ces activités. Il a dès lors mené, de manière informelle et dans l'urgence, via les organisations interprofessionnelles représentatives qui le composent, une consultation de certains d'entre eux (voir le point D. ci-après).

B. Quant à la proposition de loi proprement dite

1. Quant à la justification donnée à la proposition de loi

- 1.1. Le Conseil constate que la proposition de loi dont saisine a pour objet de créer, à l'instar de la loi annulée, un cadre juridique pour « réinstaurer un statut » pour les travailleurs « associatifs ».

Il observe à cet égard que pour atteindre cet objectif, la justification à l'appui de la proposition de loi dont saisine semble identique à celle de la loi annulée précédemment, justification pourtant remise en cause tant par la Cour constitutionnelle qu'à deux reprises par le Conseil d'Etat.

Avis n° 2.181

- 6 -

Ainsi, selon la proposition de loi, le travail « associatif » se situe entre le volontariat et le travail professionnel. Les auteurs de la proposition de loi considèrent en effet que le travail « associatif » est une activité occasionnelle et d'une ampleur limitée effectuée durant le temps libre. Cependant, bien qu'il s'agisse, selon la proposition de loi, d'une « simple activité de temps libre », « de plus en plus de conditions sont imposées dans le cadre de l'exercice de ce type d'activités dans le but d'en améliorer la qualité ».

Or, selon la proposition de loi, « ni la loi relative aux droits des volontaires ni le droit du travail ne fournissent toujours un cadre approprié ». D'où la création par ladite proposition de loi, d'un statut intermédiaire de travailleur « associatif » justifiant, selon les auteurs, un cadre fiscal et social spécifique.

Il s'interroge en outre sur ce que recouvre la notion de « temps libre », notion vague et méconnue du droit social qui n'est, selon lui, pas de nature à garantir la sécurité juridique.

- 1.2. Le Conseil en déduit dès lors que la proposition de loi, à l'instar de la loi annulée, revient ainsi à créer un statut intermédiaire se situant entre le statut d'emploi régulier et le statut de volontaire.

Il fait à cet égard remarquer qu'au cours de l'existence de la loi de relance annulée, il a été constaté que, dans certains cas, notamment en raison de l'indemnité plus avantageuse, l'activité volontaire a été supplantée par le travail « associatif ».

- 1.3. Comme il l'a déjà souligné précédemment, le Conseil reconnaît que des besoins existent dans certains (sous-)secteurs pour couvrir des activités d'intérêt général de petite échelle et qu'il convient de les rencontrer.

Il pense dès lors que pour combler ces besoins, la solution qui doit se dégager devrait de préférence s'appuyer sur le droit existant, bien que des adaptations pourront être envisagées pour que le droit existant offre réellement une solution.

- 1.4. Le Conseil estime en effet que trouver des solutions spécifiques adaptées aux besoins de certains secteurs et propres à des activités spécifiques et accessoires serait plus adéquat que d'en venir à la création d'un statut intermédiaire qui risque de déconstruire les équilibres socio-économiques existants et aussi en raison du fait qu'un statut intermédiaire est problématique sous l'angle juridique, comme l'indiquaient tant la Cour Constitutionnelle que le Conseil d'Etat.

Avis n° 2.181

- 7 -

Cela permettrait en outre de rencontrer les réserves qu'il a émises précédemment dans son avis n° 2.065 précité à l'endroit de la loi annulée, réserves qui tiennent lieu de balises pour régler la problématique.

Il rappelle à cet égard qu'il importe de préserver la professionnalisation qui s'est développée au fil du temps dans un certain nombre de secteurs, cette professionnalisation impliquant notamment des barèmes, des classifications de fonctions, un accès à la profession, des conditions de compétences, de certification et de diplôme.

Il signale également que pour la plupart des fonctions des secteurs à profit social, il y a des cadres de reconnaissance et de subventionnement qui s'accompagnent d'exigences en termes de qualité par rapport à une série d'activités et de fonctions. Il souligne sur ce point que pour certaines activités, la proposition de loi fait référence à des exigences de qualité qui sont principalement de la compétence des Régions. Cependant, pendant l'existence de la loi de relance, désormais annulée, il n'a été constaté aucun contrôle du respect de ces exigences sur le terrain.

Tant la loi annulée que la proposition de loi dont saisine n'apportent que peu ou pas de garantie sur ces aspects.

Pour le Conseil, il faut en outre éviter de créer un phénomène de concurrence déloyale entre travailleurs et entreprises « ordinaires » dont l'activité est encadrée par des dispositifs législatifs et réglementaires et les travailleurs « associatifs » qui ne sont pas concernés par ces dispositifs.

Il convient également de maintenir un « level playing field » équitable en délimitant strictement les activités « associatives » autorisées ce que ne garantit pas davantage, en l'état actuel, la proposition de loi dont saisine.

Parmi les autres réserves formulées dans son avis unanime n° 2.065, le Conseil tient également à souligner, sans prétendre à l'exhaustivité, le risque d'éviction du travail régulier, le risque de glissement d'activités professionnelles et de l'emploi régulier vers des gains exonérés et vers des sous-statuts dépourvus de protection sociale, les dangers liés au non-respect des normes de qualité, de santé, de sécurité et d'hygiène.

Avis n° 2.181

- 8 -

Enfin, la proposition de loi dont saisine n'a pas fait l'objet d'une analyse en termes d'impact budgétaire tant pour les finances publiques que pour les recettes de la sécurité sociale. Le Conseil se montre par ailleurs surpris que le SPF Finances n'ait pas été consulté sur ce point et il ne peut que le regretter.

2. Quant à l'articulation de ce dispositif dans le droit existant

a. En droit du travail

- 1) Le Conseil observe tout d'abord que le fait de créer un statut intermédiaire pour le travailleur « associatif » aboutit à exclure ce travailleur « associatif » du champ d'application de certaines normes européennes, internationales et nationales en matière de droit du travail, avec des conséquences non-négligeables. Le Conseil d'Etat a également pointé ce problème à deux reprises.

Ainsi, le travailleur « associatif » est notamment exclu de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération.

- 2) Le Conseil constate ensuite que pour répondre aux remarques de la Cour constitutionnelle, des ajouts ont parfois bien eu lieu au niveau du droit du travail mais ces ajouts sont effectués par analogie, sans application expresse du droit du travail et reviennent à traiter différemment le travailleur associatif par rapport au travailleur régulier.
- 3) Enfin, le Conseil remarque également que la création d'un statut spécifique de travailleur « associatif » aboutit également à le traiter différemment du volontaire. Le premier est soustrait à l'application d'un certain nombre de normes de protection du travail, ce qui n'est pas le cas du volontaire. Par contre, le travailleur « associatif » peut recevoir une indemnité pour l'activité exercée, à l'inverse du volontaire qui ne peut que recevoir un remboursement de frais. En conclusion, il se demande quelles justifications peuvent être données à l'appui de ces différences de traitement.
- 4) La question se pose donc de savoir si l'on peut traiter différemment le travailleur « associatif » uniquement sur la base du fait que les activités exercées représentent, selon la proposition de loi, une « haute valeur sociale ajoutée » et le sont durant « le temps libre », question déjà tranchée par la Cour constitutionnelle.

Avis n° 2.181

- 9 -

b. En sécurité sociale

Le Conseil observe qu'à nouveau, les indemnités octroyées dans le cadre du travail « associatif » échappent globalement à la sécurité sociale alors que ce point avait été critiqué par la Cour constitutionnelle et par le Conseil d'Etat.

Les auteurs de ladite proposition affirment cependant que les objections de la Cour constitutionnelle à ce sujet sont rencontrées par le fait de prévoir une cotisation de solidarité de 10 %.

Il est cependant permis de s'interroger sur cette affirmation dans la mesure où les organisations qui pourraient recourir au « travail associatif », à partir du 1^{er} janvier 2021, ne sont pas nécessairement des employeurs assujettis à l'ONSS. Par conséquent, la perception de ladite cotisation de solidarité devrait s'organiser en dehors du système classique de prélèvement des cotisations sociales éprouvé par l'ONSS depuis de nombreuses années, ce qui pose question quant à la faisabilité de ce système et ce qui nécessitera un certain temps avant que cette cotisation de solidarité puisse être réellement perçue en pratique.

Il constate par ailleurs que dans la proposition de loi, seule une correction est apportée au niveau de la cotisation, la constitution de droits à la sécurité sociale demeurant à nouveau absente. Cela pose question au regard de la récente recommandation européenne du 13 mars 2018 pour l'accès à la protection sociale des travailleurs et des indépendants, laquelle vise une protection sociale étendue, en ce compris pour les formes de travail atypiques.

En outre, le Conseil d'Etat a également estimé dans son avis relatif à la proposition de loi dont saisine que la cotisation de solidarité de 10% à charge de l'organisation n'est pas de nature à combler le fossé entre le travail « associatif » et le travail régulier.

c. En droit fiscal

Le Conseil constate que la proposition de loi dont saisine ne comporte pas de changement sur le volet fiscal du travail associatif par rapport à la loi du 18 juillet 2018 annulée par la Cour constitutionnelle, ce qui signifie qu'une exonération fiscale est maintenue.

Avis n° 2.181

- 10 -

Il rappelle que dans son arrêt, la Cour constitutionnelle a explicitement indiqué qu'un traitement fiscal différencié entre les travailleurs « associatifs » d'une part et les travailleurs salariés et indépendants d'autre part n'est pas raisonnablement justifié et qu'en outre, un glissement peut s'opérer du statut de travailleur salarié ou d'indépendant vers le statut de travailleur « associatif ».

d. En droit communautaire et international

- 1) En corollaire au point a. ci-avant et comme il l'exprimait déjà dans son avis 2.065 précité, le Conseil estime que l'impact de la réglementation européenne n'a pas été suffisamment examiné. Le législateur ne peut pas déroger unilatéralement aux obligations juridiques et aux conditions minimales de protection qui sont inscrites dans des normes juridiques supérieures, telles que certaines réglementations de droit communautaire et certaines conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

A titre d'exemples, dans la proposition de loi dont saisine, il n'y a pas de protection suffisante du travailleur « associatif » en termes de bien-être au travail ou encore au niveau de la maternité ni même d'interdiction du travail de nuit.

Ainsi, au niveau de la protection de la maternité, l'article 14 de la proposition de loi dispose que « l'exécution du contrat de travail en matière de travail « associatif » est suspendue au cours du congé de maternité et du repos d'accouchement, et ce, dans la mesure où le travailleur associatif le demande. »

Si le droit communautaire n'impose pas l'existence d'un contrat de travail pour qualifier une personne de « travailleur » puisqu'il vise tant les personnes sous contrat de travail que dans une relation de travail, le droit communautaire ainsi que la jurisprudence européenne interprètent de manière étendue cette notion de « travailleur » au regard du respect des normes spécifiques de bien-être au travail, de sécurité et de santé au travail et de protection au travail comme l'interdiction du travail de nuit, le repos hebdomadaire, la protection de la maternité, ...

Dès qu'il y va de sa protection, même si la personne effectue, dans le cadre d'un lien de subordination, des prestations occasionnelles et accessoires, celle-ci est considérée comme un travailleur et il convient de respecter les normes communautaires d'ordre public.

Avis n° 2.181

- 11 -

Dans le même ordre d'idées, le Conseil rappelle que selon la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE, le concept de « travailleur » aux termes de la directive 2003/88 du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail doit être examiné au regard de critères objectifs qui, en ce qui concerne les droits et les obligations des personnes concernées, sont caractéristiques de la relation de travail. Un « travailleur » est donc toute personne qui accomplit – dans un lien de subordination – un travail réel et effectif, à l'exclusion des activités d'une ampleur si faible qu'elles sont de nature marginales et accessoires ¹.

Il fait, à cet égard, remarquer qu'une activité dite « associative », selon la proposition de loi, peut être exercée jusqu'à 600 heures par an, ce qui constitue plus d'un tiers de la durée de travail annuelle normale d'un travailleur à temps plein. Tandis que la limite annuelle de 6.340 euros (à indexer) correspond à environ quatre mois d'occupation à temps plein au salaire minimum, cela peut difficilement refléter une activité marginale et accessoire.

- 2) Le Conseil observe en outre que la proposition de loi exclut les travailleurs « associatifs » du champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, à nouveau sous le prétexte qu'il s'agit d'une activité exercée spécifiquement durant le temps libre, selon l'exposé des motifs. Or, il existe une série d'instruments au niveau international qui obligent les Etats membres à promouvoir la négociation collective. Ces normes ont été ratifiées par la Belgique et font dès lors partie du droit belge au titre de normes auxquelles il ne peut davantage être dérogé.

Il vise à cet égard la convention n° 98 de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective en vue de régler les conditions d'emploi ratifiée par la Belgique ainsi que par tous les autres pays membres de l'UE et classée par l'OIT comme un instrument de nature fondamentale, laquelle prévoit en son article 4 que « Des mesures appropriées aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être prises pour encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de procédures de négociation volontaire de conventions collectives entre les employeurs et les organisations d'employeurs d'une part, et les organisations de travailleurs d'autre part, en vue de régler par ce moyen les conditions d'emploi. »

¹ Voir à cet égard la jurisprudence de la Cour européenne de justice et notamment l'arrêt C-428/09 « Union syndicale Solidaires Isère contre Premier ministre e.a » du 14 octobre 2010 sur l'aménagement du temps de travail et l'arrêt C-658/18 « UX contre Governo della Repubblica italiana ».

- 12 -

En outre, la convention n° 154 sur la négociation collective, ratifiée par la Belgique, oblige à promouvoir activement la négociation collective pour tous les travailleurs et entreprises, y compris par l'instauration de mécanismes de négociation collective et prévoit en son article 5.2 d. « que la négociation collective ne soit pas entravée par suite de l'inexistence de règles régissant son déroulement ou de l'insuffisance ou du caractère inapproprié de ces règles ».

En Belgique, ces obligations ont été transposées pour le secteur privé et certaines parties du secteur public par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ainsi que par la loi organique du 29 mai 1952 du Conseil national du Travail, en tant qu'organe où les conventions collectives de travail interprofessionnelles sont conclues.

3. Quant à la liste des activités autorisées

- 3.1. Le Conseil observe que la proposition de loi dont saisine établit une liste de 16 activités pouvant être exercées sous le couvert du travail « associatif ». Il fait remarquer que plusieurs de ces 16 activités ont en réalité trait à des groupes d'activités. Il estime à cet égard que les activités « associatives » énumérées dans cette liste ne le sont pas de manière uniforme.

Dans certains secteurs, comme le secteur socio-culturel, des besoins ponctuels très clairs sont décrits tandis que pour d'autres secteurs, la description des activités est trop large, ce qui revient à englober de nombreuses activités recouvrant nombre de (sous-)secteurs, sans toujours couvrir leurs besoins réels et sans parfois respecter le champ de compétence des différentes commissions paritaires dont ces secteurs relèvent.

- 3.2. S'il était malgré tout opté pour une liste d'activités, le Conseil estime qu'il convient au moins de la clarifier et de procéder à un toilettage de cette dernière, en se centrant sur les besoins réels des (sous-)secteurs concernés et en veillant à ne pas y inclure des activités génériques propres aux entreprises.

Il insiste encore sur le fait que cette limitation et cette réécriture de la liste ne peut avoir lieu, selon lui, qu'en menant une concertation tant au niveau interprofessionnel qu'avec les secteurs concernés.

Avis n° 2.181

- 13 -

4. Quant au volet fiscal de la proposition de loi concernant les plateformes digitales agréées

- 4.1 Le Conseil constate également que la proposition de loi dont saisine traite, dans son volet fiscal, sous le couvert du travail « associatif », également des aspects fiscaux des plateformes digitales agréées de l'économie collaborative (chapitre 16 et partiellement chapitre 17 de la proposition de loi).

Il est, à cet égard, à souligner que dès lors que la loi de relance est annulée, laquelle prévoyait un régime plus avantageux pour l'économie collaborative que la loi-programme du 1^{er} juillet 2016, cette dernière retrouve pleinement à s'appliquer aux plateformes digitales agréées. La proposition de loi adapte uniquement les dispositions fiscales, certaines avec une entrée en vigueur rétroactive, d'autres avec une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

Ce cadre prévoit, sous un certain nombre de conditions, un taux d'imposition personnel de 20 % (après déduction des frais professionnels réels de 50 %) pour les activités de citoyen à citoyen via des plateformes digitales agréées et un non-assujettissement au statut social des indépendants en deçà de la limite de 6.340 euros.

- 4.2. Il tient à cet égard à rappeler que l'économie collaborative et la digitalisation revêtent pour lui une importance certaine, ce dont témoigne le fait que les partenaires sociaux se sont emparés de la question dans leur accord interprofessionnel du 2 février 2017 conclu pour la période 2017-2018, au terme duquel ils ont posé un premier rapport de diagnostic (rapport n° 107 du 4 octobre 2017).

Ce rapport comporte, outre une analyse de l'économie collaborative, une série de recommandations et de points d'attention qui valent toujours aujourd'hui. Il tient à en rappeler quelques-uns sans prétendre à l'exhaustivité.

- 4.3. « Si les partenaires sociaux ont ainsi souligné que l'économie de plateforme peut indubitablement offrir de nouvelles opportunités, ces opportunités ne peuvent se développer pleinement que moyennant une politique qui garantit de manière suffisante des conditions de concurrence équitables, en stimulant les effets positifs et en appliquant et faisant respecter de manière uniforme les règles du jeu existantes. »

Si l'agrément des plateformes constitue un moyen d'en faciliter le contrôle, l'absence d'agrément rend, à l'inverse, complexe le contrôle des plateformes non agréées.

Avis n° 2.181

- 14 -

« Tout acteur économique, quelle qu'en soit la structure sous-jacente, doit suivre les règles du jeu. Le contrôle du respect de ces règles doit être une priorité absolue de la politique. Ce n'est que de cette manière que des conditions de concurrence équitables sont garanties pour toutes les entreprises. »

En outre, les partenaires sociaux ont également indiqué « que les conditions de concurrence équitables vont au-delà des seules cotisations fiscales et sociales ; elles comprennent également des obligations dans d'autres domaines, qui sont parfois aussi organisées au niveau sectoriel, local ou régional, telles que des assurances, des autorisations, des mesures de sécurité, la protection des consommateurs ou de la vie privée. »

Les partenaires sociaux estiment à cet égard que garantir des conditions de concurrence équitables passe notamment par une approche commune de la fraude.

« La toute première priorité dans ce cadre est de parvenir rapidement à une approche stratégique commune et coordonnée, avec tous les services d'inspection concernés, en collaboration entre les services d'inspection sociale et fiscale, en partant des instruments et de l'expertise que l'ISI a déjà développés. Cela permettra également de cartographier les obstacles respectifs à une approche efficace, en vue d'éventuelles interventions légales, réglementaires ou administratives. »

- 4.4. De même, le Conseil partage toujours les mêmes préoccupations qu'il a exprimées dans son avis n° 2.065 entre autres, et il signale ensuite en particulier que les prestations effectuées dans le cadre du travail « associatif », après le 1^{er} janvier 2021, risquent de l'être via des services qui sont offerts par des plateformes digitales non agréées, ce qui serait également de nature à créer de la concurrence déloyale.
- 4.5. Par rapport au fait que le régime fiscal et l'exonération de cotisations sociales prévus par la loi-programme du 1^{er} juillet 2016 retrouve à s'appliquer, le Conseil tient à renvoyer aux questions posées par les partenaires sociaux dans leur rapport n° 107 précité.
- 4.6. Il signale encore que, parallèlement à la demande d'évaluation de la loi de relance émanant de monsieur P. SAMYN, Président du SPF Sécurité sociale, le Conseil a entamé des travaux sous la précédente législature, en collaboration avec les parastataux concernés et le SPF Sécurité sociale afin d'évaluer concrètement l'impact de l'économie collaborative. Cette évaluation est toujours en cours au sein du Conseil.

Avis n° 2.181

- 15 -

C. Quant aux amendements à la proposition de loi sur le travail associatif

Le Conseil rappelle que dans le cadre de l'examen de la proposition de loi dont saisine, des propositions d'amendements ont été introduites.

Ceux-ci ont pour objet d'une part, de restreindre la liste des activités autorisées sous le couvert du travail associatif à deux groupes d'activités relatives au sport et à l'animation sportive et d'autre part, de prévoir l'obligation d'accorder, par une convention collective de travail, une indemnité minimale pour le travail associatif accompli.

1. Quant au premier amendement

Le Conseil rappelle qu'à l'origine, la demande de mise en place d'un dispositif qui s'apparente au travail associatif provient du secteur du sport amateur et il observe que les amendements introduits visent à répondre à ce besoin spécifique.

Toutefois, il constate que, dans son avis, le Conseil d'État examinant également les amendements, considère que les problèmes de constitutionnalité posés par la proposition de loi dont saisine demeurent même si son champ d'application se limite au secteur du sport amateur. Ainsi, le Conseil d'État indique ne pas voir pourquoi certaines activités seraient éligibles pour le travail associatif et d'autres non.

Dès lors, le Conseil considère que le problème d'insécurité juridique existant à l'encontre de la proposition de loi dont saisine vaut aussi pour cet amendement.

Le Conseil relève par ailleurs que si la justification, à l'appui de l'amendement, est de limiter le champ d'application de la proposition de loi au sport amateur, il faut cependant se rendre compte que la liste des activités sportives reprise dans la proposition de loi va plus loin que seulement le sport amateur surtout étant donné que les clubs professionnels organisent – certaines de – leurs activités via des ASBL.

Avis n° 2.181

- 16 -

2. Quant au deuxième amendement

Le Conseil remarque que l'amendement en question ne prend pas en compte le fait que la proposition de loi a exclu explicitement les travailleurs « associatifs » du champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, ce qui rend impossible la conclusion d'une convention collective de travail interprofessionnelle prévoyant une indemnité minimale.

D. Possibles pistes de solution pour les activités associatives

1. Comme il l'a annoncé précédemment, le Conseil s'est attelé, via les organisations interprofessionnelles représentatives qui le composent, à mener, de manière informelle et dans l'urgence, une première consultation de certains secteurs afin de trouver des solutions spécifiques adaptées à leurs besoins particuliers.

Il indique au préalable que les possibles pistes de solution qu'il va évoquer méritent encore et dans un second temps, d'être approfondies et précisées davantage.

Etant donné le délai de saisine, il souhaite cependant déjà exposer brièvement quelques pistes, tout en s'engageant par la suite à les approfondir.

2. Afin de répondre aux besoins spécifiques des (sous-)secteurs, le Conseil insiste pour que les solutions qui se dégagent s'appuient de préférence sur le droit existant, même si des adaptations pourront être envisagées pour que le droit existant offre réellement une solution.

C'est dans cet esprit que les consultations ont été menées.

3. Le Conseil relève que la proposition de loi a néanmoins le mérite de rechercher une réponse à un certain nombre de besoins existant dans le secteur à profit social. Certaines tâches sont importantes pour que les organisations puissent remplir leurs activités sociétales. Certaines de ces tâches peuvent être difficilement remplies, et ce, pour diverses raisons, dans le cadre légal et financier actuel propres aux statuts de travail classiques ou dans celui concernant les activités volontaires.

Certains des besoins du secteur socio-culturel (dans lequel tombe également le secteur du sport amateur) sont ponctuellement circonscrits dans la proposition de loi, en son article 3 (points 1 à 7 et 11 à 14).

Avis n° 2.181

- 17 -

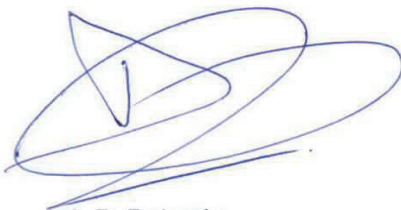
Le même article vise le besoin d'accompagnement dans l'enseignement (accueil extrascolaire et accompagnateurs aux activités scolaires), dans l'aide à domicile (la garde de nuit) et dans d'autres organisations sociales pour des tâches de petite échelle.

4. Le Conseil formule, sans entrer dans le détail, des pistes possibles de solutions qui ont été examinées brièvement :

- Le dispositif de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;
- L'attribution d'une indemnité via la réglementation fiscale du régime des revenus divers pour des situations où il ne s'agit manifestement pas d'une relation de travail salariée ni d'une occupation principale indépendante ;
- Le régime des petites indemnités de l'ONSS applicables aux activités de petite échelle pour les artistes amateurs.

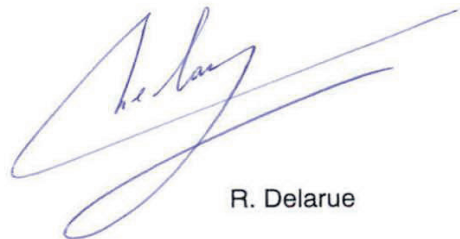
5. Le Conseil précise encore que d'autres pistes ne sont pas à exclure. Il entend poursuivre et approfondir son examen avec les (sous-)secteurs concernés.

Le Secrétaire,



J.-P. Delcroix

Le Président,



R. Delarue

Avis n° 2.181



ADVIES Nr. 2.181

Wetsvoorstel betreffende het verenigingswerk

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel

Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@nar-cnt.be - Website: www.nar-cnt.be



ADVIES Nr. 2.181

Zitting van dinsdag 27 oktober 2020

Wetsvoorstel betreffende het verenigingswerk

x x x

3.163

Blijde Inkomstlaan, 17-21 - 1040 Brussel
Tel: 02 233 88 11 - Fax: 02 233 89 38 - E-mail: cntgreffe-nargriffie@nar-cnt.be - Website: www.nar-cnt.be

ADVIES Nr. 2.181

Onderwerp: Wetsvoorstel betreffende het verenigingswerk

Bij brief van 17 juli 2020 heeft de heer P. Dewael, voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Nationale Arbeidsraad om advies gevraagd over een wetsvoorstel betreffende het verenigingswerk. Dat wetsvoorstel wil voorzien in een aangepast juridisch kader voor het verenigingswerk vanaf 1 januari 2021. Het stelt dan ook in te gaan op de argumenten die het Grondwettelijk Hof naar voren heeft gebracht in zijn arrest tot vernietiging van de wet 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie betreffende "onbelast bijverdienen".

Het wetsvoorstel bevat bovendien een aantal wijzigingen aan de fiscale bepalingen van de programmawet van 1 juli 2016 voor de inzake deeleconomie erkende digitale platformen, welke wijzigingen op 1 januari 2021 opnieuw in werking treden ingevolge de vernietiging van de voornoemde wet van 18 juli 2018 door het Grondwettelijk Hof.

- 2 -

De bespreking van dat vraagstuk werd toevertrouwd aan de commissie Individuele Arbeidsverhoudingen – Sociale Zekerheid.

Op verslag daarvan heeft de Raad op 27 oktober 2020 het volgende eenparige advies uitgebracht.

x x x

ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

I. ONDERWERP EN DRAAGWIJDTE VAN DE ADVIESAANVRAAG

Bij brief van 17 juli 2020 heeft de heer P. Dewael, voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Nationale Arbeidsraad om advies gevraagd over een wetsvoorstel betreffende het verenigingswerk, dat mevrouw T. De Jonge en de heer E. Lachaert op 8 juli hebben ingediend.

Dat wetsvoorstel vervangt gedeeltelijk de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie, die werd vernietigd door het arrest van het Grondwettelijk Hof van 23 april 2020. Het nieuwe voorgedachte wetsvoorstel wil voorzien in een aangepast juridisch kader voor het verenigingswerk vanaf 1 januari 2021. Het stelt dan ook in te gaan op de argumenten die het Grondwettelijk Hof naar voren heeft gebracht in zijn voornoemd arrest tot vernietiging van de regelgeving betreffende "onbelast bijverdienen".

Dat wetsvoorstel bevat bovendien een aantal wijzigingen aan de fiscale bepalingen van de programmawet van 1 juli 2016 voor de inzake deeleconomie erkende digitale platformen, welke wijzigingen op 1 januari 2021 opnieuw in werking treden ingevolge de vernietiging van de voornoemde wet van 18 juli 2018 door het Grondwettelijk Hof.

Op 14 juli 2020 hebben mevrouw Willaert, mevrouw Leroy en de heer Vanden Burre amendementen op dat wetsvoorstel ingediend. Die zijn bedoeld om enerzijds de lijst met onder de noemer van verenigingswerk toegestane activiteiten te beperken tot twee groepen van activiteiten in verband met sport en sportanimatie en anderzijds te voorzien in de verplichting om een minimale vergoeding toe te kennen voor het verrichte verenigingswerk via een collectieve arbeidsovereenkomst.

Advies nr. 2.181

- 3 -

Ter herinnering: de wet die het Grondwettelijk Hof vernietigd heeft, is de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie, gewijzigd door de wet van 30 oktober 2018, die het Grondwettelijk Hof eveneens heeft vernietigd.

Met name Unizo, de Boerenbond, het ACV, het ABVV, het ACLVB en sectorfederaties hebben destijds een reeks verzoekschriften tot vernietiging van beide wetten ingediend bij het Grondwettelijk Hof.

Ter herinnering: de Raad heeft zich in zijn eenparige advies nr. 2.065 van 29 november 2017 al uitgesproken over het vernietigde wetsontwerp dat tot doel had iedereen die reeds een hoofdstatuut heeft (werknemer, ambtenaar of gepensioneerde) onbelast 6.000 euro per jaar (te indexeren bedrag) te laten bijklussen in het verenigingswerk, via occasionele diensten van burger tot burger of diensten via erkende elektronische platformen.

Dat advies ligt in het verlengde van het gemeenschappelijke rapport nr. 107 "Diagnose van de sociale partners over digitalisering en deeleconomie" dat de Raad samen met de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB) heeft uitgebracht ter uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2017-2018.

De Kamercommissie Sociale Zaken heeft overigens op 29 september 2020 een reeks hoorzittingen over de problematiek georganiseerd waaraan de interprofessionele sociale partners en sectororganisaties eveneens hebben deelgenomen.

Die problematiek staat ook op de agenda van de nieuwe regering. In de formatienota staat immers te lezen: "We voeren in overleg met de betrokken sectoren een nieuwe regeling inzake verenigingswerk in, die in werking zal treden op 1 januari 2021. We houden hierbij rekening met de opmerkingen gemaakt door het Grondwettelijk Hof in haar arrest van 23 april 2020. (...). Er zal bijzondere aandacht uitgaan naar de personen die structureel actief zijn in de platformeconomie, teneinde hen goede werkomstandigheden en een betere sociale bescherming te bieden."

Hoewel de Raad enkel over het originele wetsvoorstel om advies werd gevraagd, betreft dit advies ook, net als het advies van de Raad van State, de amendementen op het wetsvoorstel.

Advies nr. 2.181

- 4 -

II. STANDPUNT VAN DE RAAD

De Raad heeft het voorgelegde wetsvoorstel en de amendementen erop aandachtig onderzocht.

A. Opmerkingen vooraf

1. Hij wijst er eerst en vooral op dat de Kamer verschillende instanties om advies gevraagd heeft over het voornoemde wetsvoorstel, met name de Raad van State, de Gegevenbeschermingsautoriteit, de gewesten volgens een informele procedure, het Nationaal Intermutualistisch College (NIC), de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ), de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg (FOD WASO), de Hoge Raad voor Vrijwilligers (HRV), de Vlaamse Vereniging voor Steden en Gemeenten (VVSG), de Union des Villes et des Communes de Wallonie (UVCW), het Comité A en de cel United Freelancers van het ACV.

De Raad brengt zijn advies dan ook uit na kennis genomen te hebben van de voornoemde adviezen waarover hij al beschikt, alsook in het licht van zijn eenparig advies nr. 2.065 en zijn rapport nr. 107 dat hij samen met de CRB heeft uitgebracht.

Er moet ook op worden gewezen dat het beheerscomité van de RSZ beslist heeft geen advies uit te brengen en te vertrouwen op het advies dat door de Raad zou worden gegeven.

Verder verduidelijkt hij dat hij zich voor zijn advies heeft laten omringen door experts van de FOD WASO en de RSZ, die hij voor hun waardevolle medewerking wil bedanken.

De Raad betreurt evenwel dat hij bij de voorbereiding van zijn advies niet heeft kunnen beschikken over de evaluatie betreffende het verenigingswerk waarmee de FOD Sociale Zekerheid in de zomer van 2019 van start is gegaan op vraag van zijn minister. Die evaluatie stond in de thans vernietigde wet; in artikel 42, § 4 ervan staat uitdrukkelijk het volgende: "De regering evalueert de in deze titel opgenomen regelingen één jaar na de inwerkingtreding ervan. Die evaluatie wordt ter kennis gebracht van de Kamer van volksvertegenwoordigers."

De Kamer is tot nu toe niet op de hoogte gebracht van de resultaten van die evaluatie. Die resultaten werden evenmin publiek gemaakt.

Advies nr. 2.181

- 5 -

In het raam van de transparantie van het openbaar bestuur vraagt de Raad dus om toegang tot die evaluatie.

De Raad heeft evenwel kunnen beschikken over een eigen door de RSZ gedane evaluatie, die op verzoek van diens beheerscomité van 8 oktober 2019 aan de Raad werd bezorgd.

2. De Raad stelt vast dat de materie van onweerlegbaar belang is in bepaalde (sub)sectoren die vanaf 1 januari 2021 geen wettelijk kader meer hebben om een bijkomende verenigingsactiviteit te laten verrichten. Dat geldt hoofdzakelijk voor de sportsector, maar ook voor andere sectoren waarvoor aan andere noden kon worden voldaan. De Raad wijst er verder op dat het voorgelegde wetsvoorstel in werkelijkheid 16 verenigingsactiviteiten betreft maar die groepen van activiteiten behelzen.
3. De Raad waardeert dan ook dat hij geraadpleegd werd over die kwestie en beseft dat er snel een oplossing gevonden moet worden voor sommige van de activiteiten in kwestie die zich vanaf 1 januari 2021 in een juridisch vacuüm bevinden dat niet mag blijven bestaan.

Gelet op de specificiteit die eigen is aan de verschillende activiteiten van de verschillende sectoren in kwestie, vindt hij evenwel dat de sociale partners van de bedoelde (sub)sectoren geraadpleegd moeten worden om tot de voor elk van die activiteiten meest geschikte oplossing te komen. Daarom heeft hij informeel via de representatieve interprofessionele organisaties waaruit hij bestaat, dringend sommige ervan geraadpleegd (zie punt D. hierna).

B. Het eigenlijke wetsvoorstel

1. De aan het wetsvoorstel gegeven rechtvaardiging

- 1.1. De Raad stelt vast dat het voorgelegde wetsvoorstel ertoe strekt om in navolging van de vernietigde wet een juridisch kader te creëren om “verder te bouwen op een statuut” voor verenigingswerkers.

Hij stelt daarbij vast dat om dat doel te bereiken de rechtvaardiging voor het voorgelegde wetsvoorstel dezelfde lijkt te zijn als de rechtvaardiging voor de eerder vernietigde wet, die nochtans in vraag werd gesteld door zowel het Grondwettelijk Hof als twee keer door de Raad van State.

Advies nr. 2.181

- 6 -

Volgens het wetsvoorstel houdt het verenigingswerk het midden tussen vrijwilligerswerk en professionele arbeid. De auteurs van het wetsvoorstel vinden immers dat het verenigingswerk een occasionele en kleinschalige activiteit in de vrije tijd is. Hoewel het volgens het wetsvoorstel "een loutere vrijetijdsactiviteit" betreft, "worden toenemende eisen gesteld aan deze activiteiten met het oog op de bevordering van de kwaliteit ervan".

Maar volgens het wetsvoorstel "biedt noch de wetgeving inzake vrijwilligerswerk noch het arbeidsrecht steeds een passend kader". Vandaar dat dat wetsvoorstel voorziet in een tussenstatuut van verenigingswerker dat volgens de auteurs een specifiek fiscaal en sociaal kader verantwoord maakt.

De Raad zet bovendien vraagtekens bij wat met het begrip "vrije tijd" bedoeld wordt, een vaag en sociaalrechtelijk onbekend begrip dat volgens de Raad geen rechtszekerheid kan bieden.

- 1.2 De Raad leidt daaruit dan ook af dat het wetsvoorstel, net als de vernietigde wet, zo een tussenstatuut in het leven roept dat het midden houdt tussen het statuut van reguliere arbeid en het statuut van vrijwilliger.

Hij wijst er daarbij op dat tijdens het bestaan van de vernietigde re-lancewet werd vastgesteld dat de vrijwillige activiteit in sommige gevallen door verenigingswerk werd vervangen, met name door de voordeligere vergoeding.

- 1.3 Zoals hij eerder al heeft benadrukt, erkent de Raad dat in bepaalde (sub)sectoren kleinschalige activiteiten van algemeen belang, moeten worden ingevuld en dat aan die behoefte tegemoet moet worden gekomen.

Hij vindt dan ook dat daarvoor naar een oplossing gezocht moet worden die bij voorkeur op het bestaande recht zou moeten gestoeld zijn, hoewel er aanpassingen overwogen kunnen worden opdat het bestaande recht daadwerkelijk een oplossing biedt.

- 1.4. Volgens de Raad zou het immers gepaster zijn naar specifieke oplossingen te zoeken die afgestemd zijn op de behoeften van bepaalde sectoren en eigen zijn aan specifieke en bijkomende activiteiten, dan een tussenstatuut in het leven te roepen dat de bestaande socio-economische evenwichten zou kunnen slopen, en ook omdat een tussenstatuut problematisch is vanuit juridisch oogpunt, zoals zowel het Grondwettelijk Hof als de Raad van State aangegeven hebben.

Advies nr. 2.181

- 7 -

Zo zou bovendien tegemoet gekomen kunnen worden aan de reserves die hij voorheen heeft geformuleerd in zijn voornoemd advies nr. 2.065 over de vernietigde wet, reserves die dienen als richtsnoeren om de kwestie te regelen.

Hij wijst daarbij op het belang om de professionalisering te vrijwaren die in de loop der tijd in een aantal sectoren tot stand is gekomen, aangezien die professionalisering onder meer weddeschalen, functieclassificaties, toegang tot het beroep, competentie-, certificerings- en diplomavoorschriften inhoudt.

Hij signaleert ook dat er voor de meeste functies in de socialprofitsectoren kaders voor erkenning en subsidiëring bestaan die gepaard gaan met kwaliteitseisen voor een reeks van activiteiten en functies. Hij benadrukt daarbij dat het wetsvoorstel voor bepaalde activiteiten verwijst naar kwaliteits-eisen die hoofdzakelijk onder de bevoegdheid van de gewesten vallen. Maar tijdens het bestaan van de thans vernietigde relancewet werd geen enkele controle van de naleving van die eisen op het terrein, vastgesteld.

Zowel de vernietigde wet, als het voorgelegde wetsvoorstel biedt slechts weinig of geen garanties betreffende die aspecten.

Bovendien moet voor de Raad een fenomeen van oneerlijke concurrentie vermeden worden tussen "gewone" werknemers en ondernemingen van wie de activiteit geregeld wordt door wet- en regelgeving, en de verenigingswerkers voor wie die regelingen niet gelden.

Er dient ook een billijk "level playing field" behouden te worden waarbij de toegestane verenigingsactiviteiten strikt worden afgebakend, wat het voorgelegde wetsvoorstel momenteel niet garandeert.

Van de reserves die hij in zijn eenparig advies nr. 2.065 formuleert, wijst hij, zonder exhaustief te willen zijn, ook op het risico op verdringing van de reguliere arbeid, het risico op verschuiving van beroepsactiviteiten en reguliere tewerkstelling naar vrijgestelde verdiensten en naar substatuten zonder sociale bescherming, de gevaren in verband met de niet-naleving van de normen qua kwaliteit, gezondheid, veiligheid en hygiëne.

Advies nr. 2.181

- 8 -

Tot slot is voor het voorgelegde wetsvoorstel geen analyse gebeurd van de budgettaire impact voor de overheidsfinanciën en voor de socialezekerheidsinkomsten. Bovendien is de Raad er verbaasd over dat de FOD Financiën daarover niet geraadpleegd werd, wat hij alleen maar kan betreuren.

2. Inpassing van die regeling in het bestaande recht

a. In het arbeidsrecht

- 1) De Raad merkt in eerste instantie op dat het creëren van een tussenstatuut voor de verenigingswerker ertoe leidt dat die verenigingswerker uitgesloten wordt van het toepassingsgebied van een aantal Europese, internationale en nationale normen op het vlak van het arbeidsrecht met niet te verwaarlozen gevolgen. Ook de Raad van State heeft twee keer op dat probleem gewezen.

Zo is de verenigingswerker met name uitgesloten van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

- 2) De Raad stelt vervolgens vast dat om te voldoen aan de opmerkingen van het Grondwettelijk Hof er soms toevoegingen gebeurd zijn in het arbeidsrecht, maar die toevoegingen zijn uitgevoerd naar analogie, zonder uitdrukkelijke toepassing van het arbeidsrecht en komen erop neer dat de verenigingswerker anders wordt behandeld dan de reguliere werknemer.
- 3) Tot slot merkt de Raad ook op dat het creëren van een specifiek statuut van verenigingswerker er ook toe leidt dat hij anders behandeld wordt dan de vrijwilliger. Voor de verenigingswerker gelden een aantal normen qua arbeidsbescherming niet, wat niet het geval is voor de vrijwilliger. De verenigingswerker kan daarentegen een vergoeding ontvangen voor de uitgevoerde activiteit, in tegenstelling tot de vrijwilliger die enkel een terugbetaling van de kosten kan krijgen. De Raad vraagt zich tot besluit af hoe die verschillen in behandeling gerechtvaardigd kunnen worden.
- 4) De vraag rijst dus of de verenigingswerker anders behandeld mag worden louter op basis van het feit dat de uitgevoerde activiteiten volgens het wetsvoorstel een "hoge maatschappelijke toegevoegde waarde" hebben en in "de vrije tijd" gebeuren, een vraag die het Grondwettelijk Hof al heeft beslecht.

Advies nr. 2.181

- 9 -

b. In het socialezekerheidsrecht

De Raad merkt op dat de in het raam van verenigingswerk toegekende vergoedingen opnieuw globaal ontsnappen aan de sociale zekerheid, terwijl dat een punt van kritiek van het Grondwettelijk Hof en de Raad van State was.

De auteurs van dat voorstel beweren echter dat aan de bezwaren van het Grondwettelijk Hof daaromtrent wordt voldaan doordat in een solidariteitsbijdrage van 10 % wordt voorzien.

Die bewering mag evenwel in twijfel worden getrokken in zoverre dat de organisaties die gebruik zouden kunnen maken van verenigingswerk vanaf januari 2021, niet per se werkgevers zijn die onderworpen zijn aan de RSZ. Bijgevolg zou die solidariteitsbijdrage geïnd moeten worden buiten het door de RSZ al jarenlang aangewende klassieke systeem van de inning van de sociale bijdragen om, wat vragen doet rijzen over de haalbaarheid van dat systeem en een zekere tijd zou vergen voordat die solidariteitsbijdrage in de praktijk daadwerkelijk kan worden geïnd.

Hij stelt bovendien vast dat in het wetsvoorstel slechts één correctie wordt aangebracht met betrekking tot de bijdrage, het opbouwen van socialezekerheidsrechten komt opnieuw niet ter sprake. Dat levert problemen op met de recente Europese aanbeveling van 13 maart 2018 betreffende de toegang tot sociale bescherming van werknemers en zelfstandigen, die streeft naar een uitgebreide sociale bescherming, ook voor de atypische arbeidsvormen.

Bovendien was de Raad van State in zijn advies over het voorgelegde wetsvoorstel ook van mening dat de solidariteitsbijdrage van 10 % ten laste van de organisatie niet de kloof kan dichten tussen het verenigingswerk en de reguliere arbeid.

c. In het fiscaal recht

De Raad stelt vast dat het voorgelegde wetsvoorstel in vergelijking met de door het Grondwettelijk Hof vernietigde wet van 18 juli 2018 niets verandert aan het fiscale luik van het verenigingswerk, wat betekent dat een fiscale vrijstelling behouden blijft.

Advies nr. 2.181

- 10 -

Hij wijst erop dat het Grondwettelijk Hof in zijn arrest uitdrukkelijk heeft aangegeven dat een verschillende fiscale behandeling tussen verenigingswerkers enerzijds en werknemers en zelfstandigen anderzijds niet redelijk verantwoord is en dat er bovendien een verschuiving kan optreden van het statuut van werknemer of zelfstandige naar het statuut van verenigingswerker.

d. In het gemeenschaps- en internationaal recht

- 1) In samenhang met punt a. hiervoor en zoals hij al heeft aangegeven in zijn voornoemd advies nr. 2.065 vindt de Raad dat de impact van de Europese regelgeving onvoldoende is onderzocht. De wetgever kan niet eenzijdig afwijken van rechtsplichten en minimale beschermingsvoorwaarden die vastgelegd zijn in hogere rechtsnormen zoals bepaalde gemeenschapsrechtelijke regelgeving en bepaalde verdragen van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO).

Zo biedt het voorgelegde wetsvoorstel niet voldoende bescherming aan de verenigingswerker op het vlak van welzijn op het werk, moederschap of zelfs verbod op nachtarbeid.

Qua moederschapsbescherming bepaalt artikel 14 van het wetsvoorstel het volgende: "De uitvoering van de overeenkomst inzake verenigingswerk wordt geschorst tijdens de periode van zwangerschaps- en bevallingsrust en dit voor zover de verenigingswerker hierom verzoekt."

Het gemeenschapsrecht legt niet het bestaan van een arbeidsovereenkomst op om iemand als "werknemer" te kwalificeren omdat het zowel de personen met een arbeidsovereenkomst als de personen met een arbeidsverhouding beoogt, maar het gemeenschapsrecht en de Europese rechtspraak geven een ruimere interpretatie aan dat begrip van "werknemer" ten opzichte van de naleving van specifieke normen op het vlak van welzijn op het werk, veiligheid en gezondheid op het werk en bescherming op het werk, zoals het verbod op nachtarbeid, de wekelijkse rust, de moederschapsbescherming enz.

Zodra het om zijn bescherming gaat, wordt iemand als een werknemer beschouwd zelfs als hij in een ondergeschikt verband occasionele en bijkomende prestaties verricht en moeten de communautaire normen van openbare orde worden nageleefd.

Advies nr. 2.181

- 11 -

In dezelfde geest herinnert de Raad eraan dat volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie het concept van “werknemer” krachtens de richtlijn 2003/88 van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd getoetst moet worden aan objectieve criteria die, wat de rechten en plichten van de betrokken personen betreft, kenmerkend zijn voor de arbeidsrelatie. Een “werknemer” is dus eenieder die in ondergeschikt verband reële en daadwerkelijke arbeid verricht, met uitsluiting van werkzaamheden van zo geringe omvang dat zij louter marginaal en bijkomstig zijn¹.

In dat verband wijst hij erop dat een zogenaamde verenigingsactiviteit volgens het wetsvoorstel tot 600 uur per jaar mag worden uitgevoerd, wat meer dan een derde is van de normale jaarlijkse arbeidsduur van een voltijdse werknemer. Terwijl de (te indexeren) jaarlijkse limiet van 6 340 euro overeenstemt met ongeveer vier maanden voltijdse tewerkstelling tegen het minimumloon, wat moeilijk een marginale en bijkomstige activiteit kan weer spiegelen.

- 2) De Raad merkt bovendien op dat het wetsvoorstel de verenigingswerkers uitsluit van het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, opnieuw onder het voorwendsel dat het gaat om een activiteit die specifiek in de vrije tijd wordt uitgevoerd, volgens de memorie van toelichting. Maar op internationaal niveau bestaat een reeks van instrumenten die de lidstaten ertoe verplichten de collectieve onderhandeling te bevorderen. Die normen werden door België geratificeerd en behoren bijgevoel tot het Belgische recht als normen waarvan niet meer afgeweken kan worden.

Hij beoogt daarbij het IAO-verdrag nr. 98 betreffende het recht zich te organiseren en collectief te onderhandelen teneinde de arbeidsvoorwaarden te regelen, dat België en alle andere EU-lidstaten geratificeerd hebben en dat door de IAO wordt geklasseerd als een instrument van fundamentele aard, welk in artikel 4 het volgende bepaalt: “Waar nodig, moeten aan de nationale omstandigheden aangepaste maatregelen worden getroffen om de volledige ontwikkeling en het volledige gebruik aan te moedigen en te bevorderen van procedures voor het vrijwillig onderhandelen tussen werkgevers of werkgeversorganisaties en werknemersorganisaties, ten einde de arbeidsvoorwaarden door middel van collectieve arbeidsovereenkomsten te regelen.”

¹ Zie daarvoor de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie en met name het arrest C-428/09 “Union syndicale Solidaires Isère tegen Premier ministre e.a.” van 14 oktober 2010 over de organisatie van de arbeidstijd en het arrest C-658/18 “UX tegen Governo della Repubblica italiana”.

- 12 -

Bovendien verplicht het door België geratificeerde verdrag nr. 154 betreffende het collectief overleg ertoe actief de collectieve onderhandeling te bevorderen voor alle werknemers en ondernemingen, met inbegrip van de invoering van mechanismen voor collectieve onderhandeling en bepaalt artikel 5.2.d ervan dat "collectief onderhandelen niet wordt belemmerd door het ontbreken, tekort schieten of niet passend zijn van regels".

In België werden die verplichtingen voor de privésector en bepaalde delen van de openbare sector omgezet door de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, alsook door de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, als orgaan waarbinnen de interprofessionele collectieve arbeidsovereenkomsten worden gesloten.

3. De lijst van toegestane activiteiten

- 3.1. De Raad merkt op dat het voorgelegde wetsvoorstel een lijst van 16 activiteiten bevat die onder de noemer van verenigingswerk kunnen worden uitgevoerd. Hij wijst erop dat verschillende van die 16 activiteiten in werkelijkheid groepen van activiteiten betreffen. Hij is van oordeel dat de verenigingsactiviteiten op die lijst niet uniform zijn opgesomd.

In sommige sectoren, zoals de socio-culturele sector, worden zeer duidelijke gerichte behoeften omschreven, terwijl de omschrijving van de activiteiten voor andere sectoren te breedvoerig is, waardoor tal van activiteiten worden omvat die tal van (sub)sectoren betreffen, zonder altijd hun werkelijke behoeften te dekken en zonder soms het bevoegdheidsgebied van de verschillende paritaire comités waartoe die sectoren behoren, in acht te nemen.

- 3.2. Indien ondanks alles voor een activiteitenlijst werd gekozen, dan moet die volgens de Raad op zijn minst verduidelijkt en herwerkt worden door toe te spitzen op de werkelijke behoeften van de betrokken (sub)sectoren en ervoor te zorgen dat generieke activiteiten eigen aan de ondernemingen er niet in opgenomen worden.

Hij dringt er nog op aan dat die afbakening en herwerking van de lijst volgens hem enkel mag gebeuren door zowel op interprofessioneel niveau als met de betrokken sectoren in overleg te treden.

Advies nr. 2.181

- 13 -

4. Het fiscale luik van het wetsvoorstel betreffende de erkende digitale platformen

- 4.1. De Raad stelt ook vast dat het fiscale luik van het voorgelegde wetsvoorstel, onder de noemer van verenigingswerk, ook de fiscale aspecten van de erkende digitale platformen uit de deeleconomie behandelt (hoofdstuk 16 en gedeeltelijk hoofdstuk 17 van het wetsvoorstel).

In dat verband moet worden opgemerkt dat door de vernietiging van de relancewet, die voorzag in een voordeliger stelsel voor de deeleconomie dan de programmawet van 1 juli 2016, die laatste wet weer helemaal van toepassing wordt op de erkende digitale platformen. Het wetsvoorstel past enkel de fiscale bepalingen aan, deels met terugwerkende kracht, deels met inwerkingtreding vanaf 1 januari 2021.

Dit kader voorziet onder bepaalde voorwaarden in een tarief in de personenbelasting van 20 % (na aftrek van 50 % werkelijke beroepskosten) voor de activiteiten van burger tot burger via erkende digitale platformen en in een niet-onderwerping aan het sociaal statuut van de zelfstandigen onder de limiet van 6 340 euro.

- 4.2. Daarbij herinnert hij eraan dat de problematiek van de deeleconomie en digitalisering voor hem van zeker belang zijn, wat wordt aangetoond door het feit dat de sociale partners zich over de kwestie gebogen hebben in hun interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 gesloten voor de periode 2017-2018, na afloop waarvan ze een eerste diagnoserapport hebben opgesteld (rapport nr. 107 van 4 oktober 2017).

Naast een analyse van de deeleconomie bevat dat rapport een reeks aanbevelingen en aandachtspunten die nog steeds gelden. Enkele daarvan wil hij in herinnering brengen, zonder daarbij volledig te willen zijn.

- 4.3. "De sociale partners hebben zo gesteld dat de platformeconomie zeker nieuwe kansen kan bieden, maar dat die kansen maar volop kunnen ontwikkelen met een beleid dat het level playing field voldoende waarborgt door de positieve effecten te stimuleren en bestaande spelregels gelijk toe te passen en af te dwingen."

De erkenning van platformen is een manier om de controle ervan te vergemakkelijken, maar de afwezigheid van erkenning maakt de controle van de niet-erkende platformen daarentegen ingewikkeld.

Advies nr. 2.181

- 14 -

“Elke economische speler, wat ook de achterliggende structuur is, moet de spelregels naleven. De controle op de naleving van die regels moet een topprioriteit zijn van het beleid. Alleen op die manier wordt een gelijk speelveld gewaarborgd voor alle ondernemingen.”

Bovendien hebben de sociale partners ook aangegeven “dat het level playing field ruimer is dan alleen de fiscale en sociale bijdragen, het omvat ook op andere domeinen verplichtingen die soms ook sectoraal, lokaal of regionaal zijn georganiseerd, zoals verzekeringen, vergunningen, veiligheid, consumentenbescherming, privacy”.

Volgens de sociale partners moet er onder meer een gemeenschappelijke fraude-aanpak zijn om billijke concurrentievoorwaarden te garanderen.

“Allereerste prioriteit daarbij is op korte termijn tot een gezamenlijke strategische aanpak te komen met alle betrokken inspectiediensten naar de digitale platformen, in samenwerking tussen sociale en fiscale inspectiediensten, vertrekkend van de instrumenten en de expertise die BBI reeds heeft ontwikkeld. Dit zal ook toelaten om de respectieve hinderpalen voor een doeltreffende aanpak in kaart te brengen met het oog op eventuele wettelijke, reglementaire of administratieve ingrepen.”

- 4.4. Zo deelt de Raad ook nog steeds dezelfde bezorgdheden die hij heeft uitgedrukt onder meer in zijn advies nr. 2.065 en wijst hij er daarnaast in het bijzonder op dat de prestaties die na 1 januari 2021 worden uitgevoerd in het raam van verenigingswerk, wel eens zouden kunnen gebeuren via diensten die worden aangeboden door niet-erkende digitale platformen, wat ook voor oneerlijke concurrentie zou kunnen zorgen.
- 4.5. Wat betreft het feit dat het fiscale stelsel en de vrijstelling van sociale bijdragen bepaald in de programmawet van 1 juli 2016 weer van toepassing wordt, verwijst de Raad naar de vragen die de sociale partners hebben gesteld in hun voornoemd rapport nr. 107.
- 4.6. Hij merkt daarbij nog op dat hij, gelijklopend met de aanvraag om evaluatie van de relancewet vanwege de heer P. Samyn, voorzitter van de FOD Sociale Zekerheid, onder de vorige legislatuur werkzaamheden heeft aangevat samen met de betrokken parastatalen en de FOD Sociale Zekerheid om de impact van de deeleconomie concreet na te gaan. Die evaluatie is binnen de Raad nog steeds aan de gang.

Advies nr. 2.181

- 15 -

C. De amendementen op dat wetsvoorstel op het verenigingswerk

De Raad wijst erop dat voorstellen van amendementen werden ingediend in het raam van het onderzoek van het voorgelegde wetsvoorstel.

Die zijn bedoeld om enerzijds de lijst met onder de noemer van verenigingswerk toegestane activiteiten te beperken tot twee groepen van activiteiten in verband met sport en sportanimatie en anderzijds te voorzien in de verplichting om een minimale vergoeding via een collectieve arbeidsovereenkomst toe te kennen voor het verrichte verenigingswerk.

1. Het eerste amendement

De Raad herinnert eraan dat de vraag om een regeling op te zetten die verwant is met het verenigingswerk aanvankelijk uitging van de sector van de amateursport en hij merkt op dat de ingediende amendementen aan die specifieke behoefte willen voldoen.

Maar hij stelt vast dat de Raad van State, die de amendementen ook heeft onderzocht, in zijn advies van oordeel is dat de problemen van grondwettigheid in verband met het voorgelegde wetsvoorstel, blijven bestaan zelfs als het toepassingsgebied ervan zich beperkt tot de sector van de amateursport. Zo ziet de Raad van State niet in waarom bepaalde activiteiten voor verenigingswerk in aanmerking zouden komen en andere niet.

De Raad is dan ook van mening dat het probleem van rechtsonzekerheid in verband met voorgelegde wetsvoorstel, ook geldt voor dat amendement.

De Raad wijst er verder op dat als de rechtvaardiging voor het amendement het beperken van het toepassingsgebied van het wetsvoorstel tot de amateursport is, er evenwel rekening mee moet worden gehouden dat de lijst van sportactiviteiten in het wetsvoorstel verder reikt dan louter de amateursport, vooral omdat de profclubs - een aantal - van hun activiteiten via vzw's organiseren.

Advies nr. 2.181

- 16 -

2. Het tweede amendement

De Raad merkt op dat het amendement in kwestie er geen rekening mee houdt dat het wetsvoorstel uitdrukkelijk de verenigingswerkers heeft uitgesloten van het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, waardoor geen interprofessionele collectieve arbeidsovereenkomst gesloten kan worden die in een minimumvergoeding voorziet.

D. Mogelijke oplossingen voor de verenigingsactiviteiten

1. Zoals hij voorheen heeft aangekondigd, heeft de Raad informeel via de representatieve interprofessionele organisaties waaruit hij bestaat, dringend sommige sectoren een eerste keer geraadpleegd om te komen tot specifieke oplossingen die aan hun bijzondere behoeften zijn aangepast.

Vooraf geeft hij aan dat de mogelijke oplossingen die hij zal vermelden, in een tweede fase nog meer uitgediept en verduidelijkt moeten worden.

Gelet op de termijn in de adviesaanvraag wil hij echter al kort enkele mogelijkheden vermelden met de verbintenis om die vervolgens uit te diepen.

2. Om tegemoet te komen aan de specifieke behoeften van de (sub)sectoren dringt de Raad erop aan dat de oplossingen bij voorkeur stoelen op het bestaande recht, zelfs als aanpassingen overwogen kunnen worden opdat het bestaande recht werkelijk een oplossing biedt.

In die geest werden de raadplegingen gehouden.

3. De Raad wijst erop dat het wetsvoorstel wel de verdienste heeft dat het op zoek gaat naar een antwoord op een aantal behoeften in de socialprofitsector. Bepaalde taken zijn van belang opdat de organisaties hun maatschappelijke activiteiten kunnen vervullen. Sommige van die activiteiten kunnen moeilijk te vervullen zijn, en dat om allerlei redenen in het huidige wettelijke en financiële kader, eigen aan de statuten van klassieke arbeid of in het kader voor de vrijwillige activiteiten.

Sommige van die behoeften van de socio-culturele sector (waartoe ook de sportsector behoort) zijn gericht omschreven in artikel 3 (punten 1 tot 7 en 11 tot 14) van het wetsvoorstel.

Advies nr. 2.181

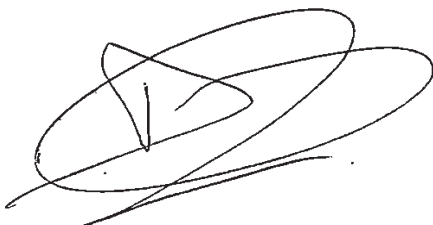
- 17 -

Datzelfde artikel beoogt de nood aan begeleiding in het onderwijs (buitenschoolse opvang en begeleiders voor schoolactiviteiten), in de thuishulp (nachtwacht) en in andere sociale organisaties voor kleinschalige taken.

4. Zonder in detail te willen treden reikt de Raad mogelijke oplossingen aan, die kort werden onderzocht:
- De regeling van artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
 - De toekenning van een vergoeding via de fiscale regelgeving qua stelsel van diverse inkomsten voor die situaties waar het overduidelijk niet gaat om een werknemersrelatie, noch om een zelfstandige beroepsbezigheid;
 - De regeling van de kleine vergoedingen van de RSZ die geldt voor de kleinschalige activiteiten van amateurkunstenaars.
5. De Raad wijst er nog op dat andere mogelijkheden niet uit te sluiten zijn. Hij neemt zich voor zijn onderzoek met de betrokken (sub)sectoren voort te zetten en uit te diepen.

Hij dringt er nog op aan dat elk nieuw wetgevend initiatief daaromtrent wordt uitgewerkt in overleg met de interprofessionele sociale partners en de betrokken sectoren.

De Secretaris,



J.-P. Delcroix

De Voorzitter,



R. Delarue

Advies nr. 2.181